



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

# Association Institut Don Bosco

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Institut Don Bosco

181 rue Saint Francois Xavier - 33170 GRADIGNAN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

## **Association Institut Don Bosco**

181 rue Saint Francois Xavier - 33170 GRADIGNAN

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association Institut Don Bosco,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Don Bosco relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note " 2.4 Mesures mises en œuvre pour un retour à l'équilibre " de l'annexe fait état des incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation.

Nous avons été conduits à analyser les dispositions envisagées à cet égard.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné la situation de votre association au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation, et avons apprécié l'information donnée en annexe à ce titre.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 22 mai 2025

KPMG SA

Signature numérique  
de Alexandra Lesage  
Date : 2025.05.22  
09:16:20 +02'00'

Alexandra LESAGE

Associée

A C T I F		Arrêté au 31/12/2024			31/12/2023
		Durée 12 mois			12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement		97 554,10	-97 402,43	151,67	991,67
Frais de recherche et développement		671 899,00	-43 321,29	628 577,71	9 582,71
Donations temporaires d'usufruits					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		296 812,51	-243 493,84	53 318,67	54 216,40
Autres Immobilisations incorporelles		104 038,65	-92 723,85	11 314,80	11 787,30
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations Corporelles					
Terrains		4 411 682,10	-738 211,67	3 673 470,43	3 673 745,65
Constructions		55 989 325,69	-28 864 953,21	27 124 372,48	24 015 143,49
Installations techniques matériel et outillage		8 934 621,94	-7 466 892,62	1 467 729,32	1 652 269,19
Autres immobilisations corporelles		11 063 022,19	-8 805 886,81	2 257 135,38	2 671 578,98
Immobilisations corporelles en cours		2 711 770,74	-52 846,63	2 658 924,11	5 172 834,79
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Participations et Créances rattachées		4 344,67		4 344,67	4 344,67
Autres titres Immobilisés		93 123,75		93 123,75	26 938,75
Autres		594 962,59		594 962,59	586 333,50
TOTAL I		84 973 157,93	-46 405 732,35	38 567 425,58	37 879 767,10
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
TOTAL II					
Actif Circulant					
Stocks et en cours					
Stocks et en cours		503 346,38	-170 094,40	333 251,98	653 767,62
Avances et acomptes versés sur commandes					
Avances et acomptes versés sur commandes					4 351,16
Créances					
Créances redevables usagers et comptes rattachés		13 130 682,58	-56 519,07	13 074 163,51	9 128 871,85
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		2 694 824,60		2 694 824,60	3 730 242,17
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement		5 233,28		5 233,28	68 246,57
Instruments de trésorerie					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités					
Disponibilités		3 180 484,72		3 180 484,72	3 922 041,73
Charges constatées d'avance					
Charges constatées d'avance		127 540,46		127 540,46	255 437,44
TOTAL III		19 642 112,02	-226 613,47	19 415 498,55	17 762 958,54
Frais d'émission des emprunts					
Frais d'émission des emprunts					
TOTAL IV					
Prime de remboursement des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
TOTAL V					
Ecart de conversion Actif					
TOTAL GENERAL		104 615 269,95	-46 632 345,82	57 982 924,13	55 642 725,64

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2024	31/12/2023
		Durée 12 mois	12 mois
<b>Fonds propres</b>			
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>			
Fonds propres statutaires		759 404,87	759 404,87
Fonds propres complémentaires		1 282 162,30	1 282 162,30
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>			
<b>Ecart de réévaluation</b>			
<b>Réserves</b>			
Réserves pour projet de l'entité		18 505 277,84	17 962 087,92
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		13 394 566,94	12 851 377,02
<b>Report à nouveau</b>			
Report à nouveau		-12 227 956,76	-9 269 370,64
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-6 276 629,28	-3 922 876,39
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>			
Excédent ou déficit de l'exercice		-272 680,13	-2 386 236,20
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales		-141 057,90	-2 051 893,98
<b>Situation nette (sous-total)</b>			
Situation nette (sous-total)		8 046 208,12	8 348 048,25
<b>Fonds propres consommables</b>			
<b>Subventions d'investissement</b>			
Subventions d'investissement		8 111 597,87	9 217 950,15
<b>Provisions réglementées</b>			
Provisions réglementées		4 857 432,54	4 817 017,56
TOTAL I		21 015 238,53	22 383 015,96
<b>Fonds reportés et dédié:</b>			
<b>Fonds reportés liés aux legs et donation</b>			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
<b>Fonds dédiés</b>			
Fonds dédiés		2 711 322,36	2 599 207,25
TOTAL II		2 711 322,36	2 599 207,25
<b>Comptes de Liaison</b>			
<b>Comptes de Liaison</b>			
TOTAL III			
<b>Provisions</b>			
<b>Provisions pour risques</b>			
Provisions pour risques		1 342 683,96	1 371 639,50
<b>Provisions pour charges</b>			
Provisions pour charges		669 200,25	701 122,16
TOTAL IV		2 011 884,21	2 072 761,66
<b>Dettes</b>			
<b>Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif:</b>			
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14 195 254,57	14 171 893,10
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>			
Emprunts et dettes financières diverses		39 682,88	38 845,54
<b>Avances et acomptes sur commandes</b>			
Avances et acomptes sur commandes		600 599,07	600 599,06
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 671 708,57	2 473 890,21
<b>Dettes des legs ou donations</b>			
Dettes des legs ou donations			
<b>Dettes fiscales et sociales</b>			
Dettes fiscales et sociales		11 336 579,25	10 281 027,79
<b>Dettes sur immobilisations, comptes rattachés</b>			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		331 691,65	464 847,63
<b>Autres dettes (d'exploitation)</b>			
Autres dettes (d'exploitation)		1 592 316,83	200 598,83
<b>Instruments de trésorerie</b>			
Instruments de trésorerie			
<b>Produits constatés d'avance</b>			
Produits constatés d'avance		476 646,21	356 038,61
TOTAL V		32 244 479,03	28 587 740,77
<b>Ecarts de conversion Passif</b>			
<b>Ecarts de conversion Passif</b>			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		57 982 924,13	55 642 725,64

# Compte de résultat

## IDB 2024 toutes les sections

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Produit d'exploitation</b>						
Cotisations	2 835,00	0,00	3 022,00	0,00	-187,00	-6,19
Ventes de biens	571 123,17	0,64	551 920,87	0,67	19 202,30	3,48
-dont ventes de biens en nature						
-dont ventes de biens relatives aux activités sociales et m		0,12		0,13	-2 855,67	-2,71
Ventes de services	1 217 466,28	1,37	1 498 680,96	1,81	-281 214,68	-18,76
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont parrainages						
-dont ventes de services relatives aux activités sociales e		0,06		0,06	7 065,34	14,43
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>1 788 589,45</b>	<b>2,02</b>	<b>2 050 601,83</b>	<b>2,48</b>	<b>-262 012,38</b>	<b>-12,78</b>
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels	140,00	0,00	8 050,00	0,01	-7 910,00	-98,26
. Mécénats	1 938,50	0,00	2 500,00	0,00	-561,50	-22,46
. Legs, donations et assurances-vie			304 033,11	0,37	-304 033,11	-100,00
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>2 078,50</b>	<b>0,00</b>	<b>314 583,11</b>	<b>0,38</b>	<b>-312 504,61</b>	<b>-99,34</b>
Contributions financières	146 765,37	0,17	39 000,00	0,05	107 765,37	276,32
Concours publics et subventions d'exploitation	88 639 853,30	100,00	82 575 081,87	100,00	6 064 771,43	7,34
-dont contrib. fi. des autor. de tarif. relatives aux act. s	86 445 166,42	97,52	80 547 984,59	97,55	5 897 181,83	7,32
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>88 788 697,17</b>	<b>100,17</b>	<b>82 928 664,98</b>	<b>100,43</b>	<b>5 860 032,19</b>	<b>7,07</b>
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	790 504,28	0,89	898 748,98	1,09	-108 244,70	-12,04
Utilisations des fonds dédiés	197 440,48	0,22	115 464,14	0,14	81 976,34	71,00
Autres produits	2 581 252,81	2,91	2 350 815,55	2,85	230 437,26	9,80
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I</b>	<b>94 149 319,19</b>	<b>106,22</b>	<b>88 347 317,48</b>	<b>106,99</b>	<b>5 802 001,71</b>	<b>6,57</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises	477 886,27	0,54	697 043,76	0,84	-219 157,49	-31,44
Variation de stocks	-242,27	0,00	4 065,59	0,00	-4 307,86	-105,96
Autres achats et charges externes	27 340 835,80	30,84	28 382 023,39	34,37	-1 041 187,59	-3,67
Aides financières			55 467,32	0,07	-55 467,32	-100,00
Impôts, taxes et versements assimilés	5 706 701,31	6,44	5 271 061,55	6,38	435 639,76	8,26
Salaires et traitements	41 511 055,82	46,83	38 391 481,02	46,49	3 119 574,80	8,13
Charges sociales	15 530 596,87	17,52	14 336 348,70	17,36	1 194 248,17	8,33
Dotations aux amortissements	3 208 277,25	3,62	3 246 646,07	3,93	-38 368,82	-1,18
Dotations aux provisions	430 067,11	0,49	395 777,88	0,48	34 289,23	8,66
Report en fonds dédiés	309 555,59	0,35			309 555,59	
Autres charges	140 776,85	0,16	287 410,72	0,35	-146 633,87	-51,02
Opération en commun						
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>	<b>94 655 510,60</b>	<b>106,79</b>	<b>91 067 326,00</b>	<b>110,28</b>	<b>3 588 184,60</b>	<b>3,94</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-506 191,41</b>	<b>-0,57</b>	<b>-2 720 008,52</b>	<b>-3,29</b>	<b>2 213 817,11</b>	<b>-81,39</b>
<b>Produits financiers</b>						
Produits financiers de participations	262,36	0,00	383,56	0,00	-121,20	-31,60
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	29,23	0,00	645,44	0,00	-616,21	-95,47
Autres intérêts et produits assimilés	8 533,24	0,01	6 345,82	0,01	2 187,42	34,47
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P	2 074,00	0,00	3 448,75	0,00	-1 374,75	-39,86
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL III</b>	<b>10 898,83</b>	<b>0,01</b>	<b>10 823,57</b>	<b>0,01</b>	<b>75,26</b>	<b>0,70</b>
<b>Charges financières</b>						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	354 883,26	0,40	262 341,46	0,32	92 541,80	35,28
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
<b>CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV</b>	<b>354 883,26</b>	<b>0,40</b>	<b>262 341,46</b>	<b>0,32</b>	<b>92 541,80</b>	<b>35,28</b>
<b>RÉSULTATS FINANCIERS</b>	<b>-343 984,43</b>	<b>-0,39</b>	<b>-251 517,89</b>	<b>-0,30</b>	<b>-92 466,54</b>	<b>36,76</b>
<b>RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS</b>	<b>-850 175,84</b>	<b>-0,96</b>	<b>-2 971 526,41</b>	<b>-3,60</b>	<b>2 121 350,57</b>	<b>-71,39</b>
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opération de gestion	60,21	0,00	1 520,31	0,00	-1 460,10	-96,04
Sur opération en capital	681 590,08	0,77	557 701,21	0,68	123 888,87	22,21
Reprises/provisions et transfert de char	15 404,19	0,02	59 922,26	0,07	-44 518,07	-74,29
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V</b>	<b>697 054,48</b>	<b>0,79</b>	<b>619 143,78</b>	<b>0,75</b>	<b>77 910,70</b>	<b>12,58</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Sur opération de gestion	10 270,66	0,01	1 440,58	0,00	8 830,08	612,95
Sur opération en capital	82 628,94	0,09	12 144,70	0,01	70 484,24	580,37
Dotation aux amortissements et aux prov.	26 659,17	0,03	20 268,29	0,02	6 390,88	31,53
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI</b>	<b>119 558,77</b>	<b>0,13</b>	<b>33 853,57</b>	<b>0,04</b>	<b>85 705,20</b>	<b>253,16</b>

## Compte de résultat

## IDB 2024 toutes les sections

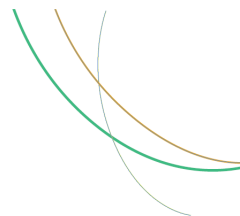
Arrêté au :						
	31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	577 495,71	0,65	585 290,21	0,71	-7 794,50	-1,33
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	94 857 272,50	107,01	88 977 284,83	107,75	5 879 987,67	6,61
CHARGES	95 129 952,63	107,32	91 363 521,03	110,64	3 766 431,60	4,12
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-272 680,13	-0,31	-2 386 236,20	-2,89	2 113 556,07	-88,57
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée	141 057,90		2 051 893,98			



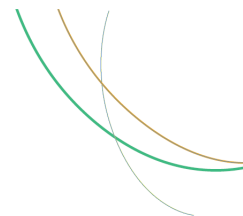
## Compte de résultat

## IDB 2024 toutes les sections

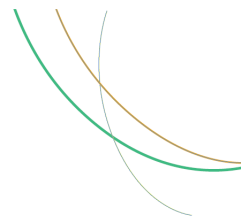
Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature							
Prestation en nature							
Bénévolat							
CONTRIBUTIONS PRODUITS							
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services							
Prestations en nature							
Personnel bénévole							
CONTRIBUTIONS CHARGES							



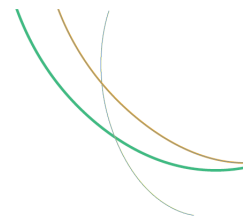
Annexe 2024



<b>1. OBJET SOCIAL.....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet social.....	4
1.2 Nature et périmètre des activités .....	5
1.3 Moyens mis en œuvre.....	6
<b>2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE .....</b>	<b>7</b>
2.1 Événements principaux de l'exercice .....	7
2.2 Événements postérieurs à l'exercice.....	9
2.3 Principes, règles et méthodes comptables .....	10
2.4 Mesures mises en œuvre pour un retour à l'équilibre .....	11
<b>3. BILAN .....</b>	<b>13</b>
3.1 Bilan Actif.....	13
3.1.1 Réévaluation des immobilisations corporelles et financières.....	13
3.1.2 Actifs inaliénables et donations temporaires usufruit .....	13
3.1.3 Immobilisations incorporelles et corporelles .....	13
3.1.4 Amortissements et dépréciations des immobilisations .....	13
3.1.5 Stocks : méthode d'évaluation et dépréciation .....	13
3.2 Bilan passif.....	14
3.2.1. Evolution des fonds propres.....	15
3.2.2. Report à nouveau .....	16
3.2.3. Fonds dédiés.....	17
3.2.4 Subventions d'investissements .....	18
3.2.5 Provisions pour risques et charges.....	18
3.2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....	19
3.2.7 Autres dettes .....	19
<b>4. COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>20</b>
4.1. Information sur les concours publics et les subventions d'exploitation .....	20
4.2 Tableau de passage du résultat comptable au résultat présenté aux financeurs .....	20



4.3 Legs, donations et assurances-vie .....	22
4.4 Opérations exceptionnelles.....	22
<b>5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>23</b>
5.1 Contributions volontaires en nature .....	23
5.2 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales.....	23
5.3 Rémunération des dirigeants .....	23
5.4 Effectifs moyens par catégorie .....	23
5.5 Engagements financiers donnés ou reçus .....	23
5.6 Engagements retraite .....	25
5.7 Honoraires des Commissaires aux comptes.....	26



## **1. OBJET SOCIAL**

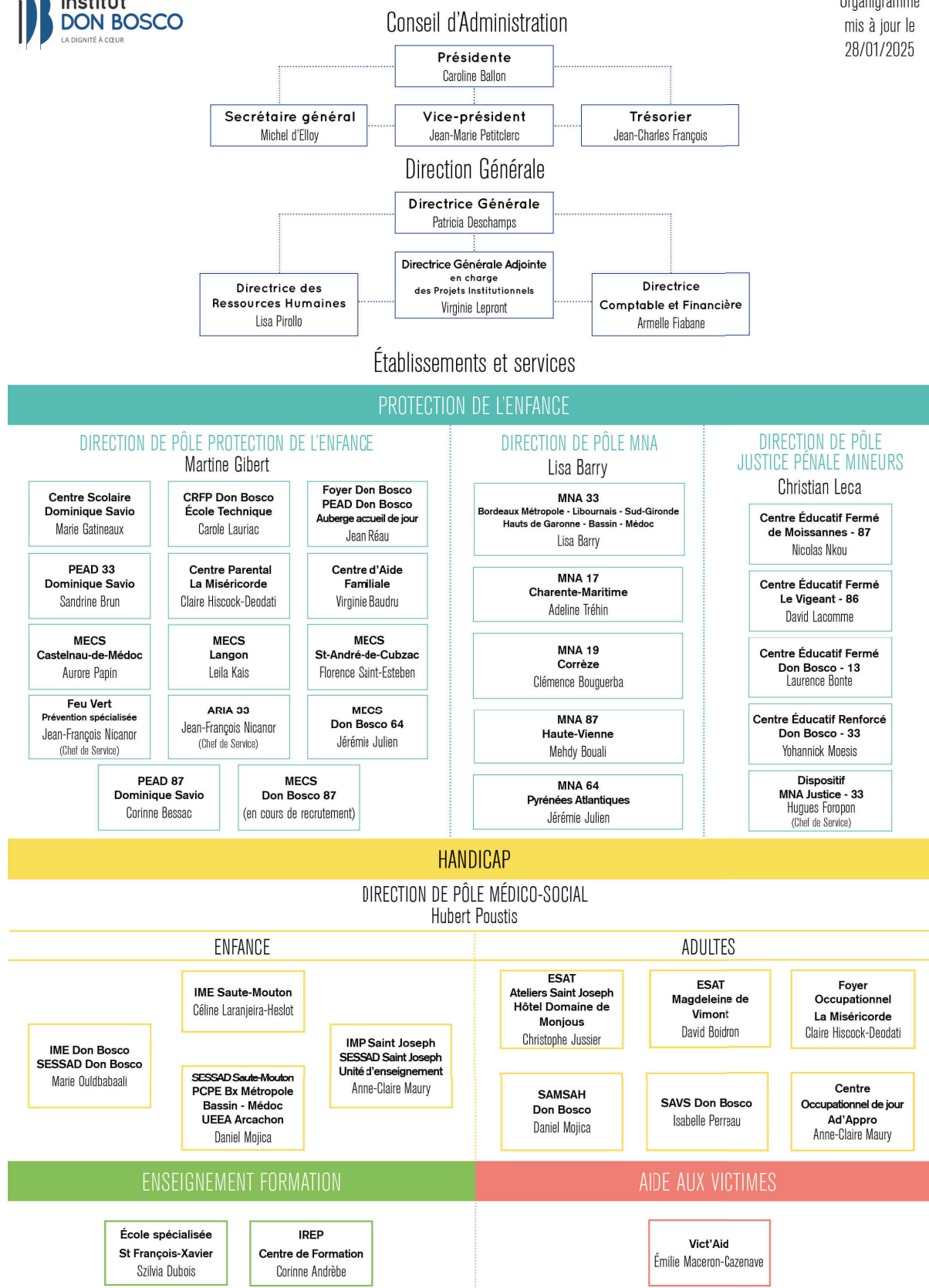
### **1.1 Objet social**

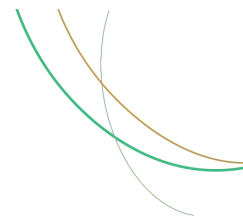
L'Institut Don Bosco a pour objet :

- L'accueil, la prise en charge et l'hébergement d'enfants, d'adolescents et d'adultes en difficultés sociales ou en situation de handicap confiés par leur famille, les services publics de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements
- La gestion de programmes et d'actions de formation générale, professionnelle et continue en direction de publics jeunes et adultes en difficultés de toute nature, leur famille et les personnels des établissements
- La mise en place d'actions de prévention et d'insertion visant à conférer aux personnes bénéficiaires une autonomie sociale et professionnelle
- L'aide aux personnes victimes d'infractions et/ou d'accidents et leur accompagnement dans la durée
- D'une manière étendue, le recours aux moyens et méthodes permettant aux publics fragilisés, jeunes, adultes ou âgés, de trouver dans le contexte social une place adaptée en rapport avec le droit à l'autonomie et à la dignité.
- La mise en place d'outils à caractère technique au service des établissements prenant en charge ces populations

Au regard de son objet social et de son activité d'intérêt général, l'association poursuit un objectif exclusif d'assistance et de bienfaisance.

## 1.2 Nature et périmètre des activités

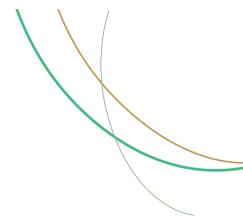




### 1.3 Moyens mis en œuvre

Afin de réaliser son objet, l'Institut Don Bosco se propose de faire appel aux moyens d'actions suivants :

- Intégration dans le champ d'action des schémas publics européens, nationaux, régionaux, départementaux et locaux de protection de l'enfance et de l'adolescence, de prise en charge des personnes handicapées ou inadaptées, de prévention de l'exclusion sociale, de formation professionnelle continue et d'accompagnement à l'autonomie.
- Gestion des établissements et services spécialisés dûment habilités par les instances légales, les autorités de contrôle et de tarification, des établissements et services d'enseignement général, technique, professionnel et de formation continue, des établissements et services à caractère socio-culturel et éducatif, de loisirs et de vacances, établissements portant sur des activités de nature agricole, et/ou viticole.
- Activités éducatives, sociales, pédagogiques, thérapeutiques, sanitaires, culturelles, culturelles ou concourant directement ou indirectement à la réalisation de l'objet ci-dessus défini.
- Vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation.
- Création de Fonds de dotation.
- Exercice de tout mandat social au sein d'autres organismes sans but lucratif
- Exercice de tout mandat de gestion qui serait consenti par d'autres organismes sans but lucratif.



## **2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

### **2.1 Événements principaux de l'exercice**

#### **MNA 19 Modification de l'autorisation**

Le Conseil départemental de la Corrèze a sollicité une fusion des deux services de la plateforme MNA pour ne disposer que d'un seul service comprenant 110 places au total dont 5 places possibles de mise à l'abri. L'autorisation de l'établissement a été modifiée en ce sens.

#### **Ouverture du PEAD 87**

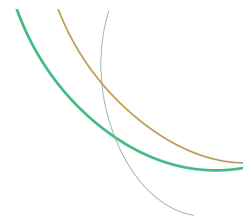
L'Institut Don Bosco avait répondu en mars 2023 à un appel à projet du Conseil départemental de la Haute-Vienne pour la mise en place d'un service de PEAD sur le territoire. L'association a été retenue pour ce service autorisé pour 60 places qui a ouvert au mois de novembre 2023. La montée en charges de l'activité a été réalisée sur 2024. Le budget de fonctionnement en année pleine est de 2 555 657 € avec une équipe de 35,5 ETP. Le prix de journée est fixé à 116,70 €. Le Conseil Départemental a accordé un financement en dotation sur l'année 2024.

Sur le plan immobilier, trois biens ont été acquis pour un montant total d'opérations de 1 972 023 € (y compris travaux d'aménagements). Un des biens est mutualisé entre le PEAD et la MECS 87. Le Conseil départemental de la Haute-Vienne finance à hauteur de 80% soit 1 577 619 €. Il est prévu un recours à l'emprunt pour les 20% complémentaires soit 394 405 €.

#### **MECS 87**

Sur la sollicitation du département de la Haute-Vienne, l'Institut Don Bosco avait entamé un projet de MECS sur le département. La capacité est fixée à 34 places pour un budget prévisionnel de 2,7 M €. L'ouverture a démarré en décembre 2024, et la montée en charge a lieu en fonction des contraintes immobilières. En plus du bâtiment mutualisé avec le PEAD 87, il est prévu l'acquisition de 2 pavillons pour un montant total d'opération de 1 416 300 €, financé à hauteur de 80% soit 1 133 040 € par le Conseil départemental de la Haute-Vienne et 20% par emprunt soit 283 260 €.





### **Mises à l'abri et plateforme MNA 64**

Le Conseil départemental des Pyrénées Atlantiques avait sollicité l'Institut Don Bosco pour accueillir temporairement 20 jeunes mineurs dans le cadre de mises à l'abri au dernier trimestre 2023 sur un financement spécifique de 55€ par jour. Le Conseil Départemental a acté le 26 mars 2024 un relèvement de l'autorisation de la plateforme qui atteint une capacité autorisée de 90 places.

### **IME Don Bosco**

La 1<sup>ère</sup> phase de travaux relative à la construction de l'unité de restauration s'est terminée au printemps 2024. Elle représente un investissement de 1,8 M€. Le démarrage de la 2<sup>ème</sup> phase de travaux, pour la partie reconstruction du bâtiment des Magnolias, a eu lieu à partir du 1<sup>er</sup> semestre 2024.

### **ESAT Magdeleine de Vimont**

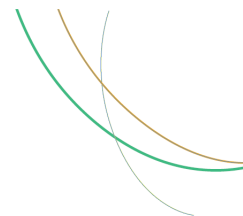
L'ESAT Magdeleine de Vimont a mis en fermage des parcelles avec un accord sur la poursuite de la contribution des travailleurs handicapés au travail de la vigne avec le Domaine de Chevalier. Les actifs immobilisés (matériels...) ont également été vendus au Domaine de Chevalier. L'ESAT poursuit la commercialisation de son vin des récoltes antérieures jusqu'à épuisement du stock.

### **Suspension temporaire d'activité du CEF Don Bosco**

Le CEF Don Bosco a été contraint de suspendre son activité sur une période de 6 mois courant 2024. Le budget 2024 a été ajusté pour tenir compte de la baisse des dépenses pendant cette période et des dépenses engendrées par la réouverture.

### **Mesure du Ségur pour Tous**

L'accord du 4 juin 2024 concernant la prime Ségur a été étendu par l'arrêté du 5 août 2024 portant extension d'un accord conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif. Cet accord est entré en vigueur avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2024.



Le financement du Ségur pour Tous n'a pas été pris en compte dans les budgets 2024. L'ARS et la PJJ ont versé en décembre 2024 un financement pour leur périmètre. Les conseils départementaux n'ont pas financé cette mesure dont l'impact Brut chargé représente 612 K.

Afin de couvrir cette dépense, l'association a dû recourir à un emprunt bancaire.

## **2.2 Événements postérieurs à l'exercice**

### **Réduction capacitaire de la plateforme MNA Pyrénées-Atlantiques**

Le conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques a fait savoir à l'association que la capacité de la plateforme MNA 64 serait réduite à 70 places (au lieu de 90 places actées en 2024) à partir de fin juin 2025. Un budget 2025 a été présenté spécifiquement au Conseil Départemental tenant compte de ce changement.

### **Fermeture de la MECS Pyrénées-Atlantiques**

Le conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques a indiqué à l'association la fermeture de la MECS 64.

### **Evolution de l'offre sur la Protection de l'Enfance et sur l'activité MNA en Gironde**

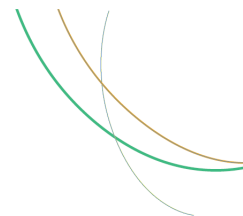
Le Conseil Départemental de la Gironde a demandé à l'ensemble des acteurs de la Protection de l'Enfance de faire évoluer l'offre. Cette transformation vise plusieurs objectifs ; en particulier une réduction budgétaire et une offre renforcée sur le milieu ouvert.

La Conseil Départemental a également fait une demande similaire sur le volet MNA, avec l'objectif de réduction budgétaire et une évolution de l'offre par territoire.

L'association travaille sur une proposition d'évolution de son périmètre pour répondre à cette demande du Département.

### **Renouvellement du CPOM de la Charente-Maritime**

Le CPOM conclu avec la Charente-Maritime concernant l'activité de la plateforme MNA 17 a pris fin le 31 décembre 2024. Un nouveau CPOM a été signé pour la période de 2025 à 2029.



### 2.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices

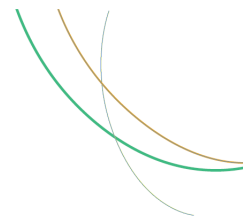
L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- du règlement ANC 2018- 06 pour l'ensemble des établissements
- du règlement ANC 2019-04 applicable aux seuls établissements médico et médico-sociaux relevant de l'article L 312-1 du CASF
- de l'avis CNC du 4 mai 2007 applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 aux établissements sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R314-1 du CASF, et aux associations gestionnaires de ces établissements.
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

En particulier :

- Les congés payés : les droits pour congés à payer et autres droits acquis par chaque salarié, constituant une obligation pour l'employeur, sont constatés au passif du bilan à la clôture de l'exercice et leur variation constitue une charge de l'exercice dans les comptes annuels et dans les comptes administratifs.



Le complément de provisions de congés payés au titre de 2024 est inscrit en charge d'exploitation dans les comptes annuels, comme les années précédentes, et au sein du groupe II dans les comptes administratifs.

- Les immobilisations par composant et les amortissements : Il est fait application depuis 2005, de la réglementation CRC2002-10 et 2004-06, conduisant à décomposer les constructions par composant, et à les amortir en mode linéaire selon la durée probable d'utilisation de chacun des composants.

L'avis du CNC du 04 mai 2007 harmonise les règles comptables et budgétaires.

L'Association applique cette réglementation dans les comptes annuels et dans les comptes administratifs, pour les constructions récentes et toutes celles dont la valeur nette comptable est significative.

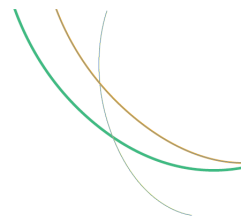
## **2.4 Mesures mises en œuvre pour un retour à l'équilibre**

Face aux déséquilibres budgétaires constatés en 2023, l'Institut Don Bosco a acté en Conseil d'Administration une série de mesures à conduire afin de permettre un retour à l'équilibre.

Pour réaliser ses actifs et régler ses dettes, l'association a mis en place des Plans de Retour à l'Equilibre construits en particulier sur les leviers suivants :

- Actions spécifiques de recouvrement des créances échues
- Augmentation des recettes via l'optimisation des taux d'occupation et le suivi mensuel de l'activité dans les établissements dont la tarification est au prix de journée
- Réduction des dépenses, par exemple sur :
  - le gel des investissements (renouvellement de véhicules, dépenses informatiques, renouvellement de mobilier et investissements courants)
  - la masse salariale : réduction du recours à l'intérim, encadrement des dépenses d'intérim

L'association réalise un suivi accru de la situation avec la création de cellules dédiées au retour à l'équilibre qui se réunissent régulièrement pour analyser la situation.



La fondation La Navarre a par ailleurs accordé son soutien à l'association en accordant une avance de trésorerie remboursable de 1 250 000 € en début d'année 2024, remboursée courant août 2024. Puis à nouveau au dernier trimestre, une avance de trésorerie a été accordée par la fondation au bénéfice de l'association pour un montant de 750 000 €, avec un remboursement prévu à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

A la demande du département de la Gironde un projet de transformation de l'offre de service de l'Institut Don Bosco a été travaillé, celui-ci est en cours de négociation à ce jour.

La proposition faite par L'institut Don Bosco en avril 2025 est la suivante :

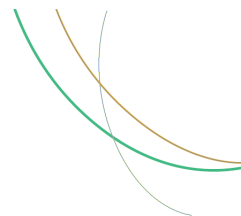
Pôle protection de l'enfance :

- Transformation de place d'internat et accueil de jour vers de l'intervention à Domicile
- Fermeture d'unités d'établissement : Auberge - Hôtel – Pavillon Biganos du CRFP – un pavillon de la MECS Saint André de Cubzac et un à la MECS Castelnau.
- 1.9 M€ d'économie de charge envisagée.

Pôle MNA 33 : Gel de 56 places inoccupées à ce jour.

Tableau récapitulatif des réductions budgétaires envisagées dans ce cadre :

	BE 2024	PROJECTION RECALCULEE PHASE 1	
	TOTAL	TOTAL	ECART vs BE 24
<b>MECS Dominique Savio</b>	<b>3 946 192 €</b>	<b>3 687 602 €</b>	<b>-258 590 €</b>
<b>MECS MEDOC</b>	<b>2 370 781 €</b>	<b>1 931 086 €</b>	<b>-439 694 €</b>
<b>MECS SAC</b>	<b>2 394 389 €</b>	<b>2 129 471 €</b>	<b>-264 918 €</b>
<b>MECS LANGON</b>	<b>3 059 459 €</b>	<b>3 264 286 €</b>	<b>204 827 €</b>
<b>CRFP</b>	<b>8 628 098 €</b>	<b>6 726 121 €</b>	<b>-1 901 977 €</b>
<b>FOYER - AUBERGE</b>	<b>3 378 533 €</b>	<b>2 989 682 €</b>	<b>-388 852 €</b>
<b>PEAD Dominique Savio</b>	<b>3 934 001 €</b>	<b>5 047 029 €</b>	<b>1 113 028 €</b>
<b>TOTAL PERIMETRE</b>	<b>27 711 453 €</b>	<b>25 775 277 €</b>	<b>-1 936 176 €</b>



### 3. BILAN

#### 3.1 Bilan Actif

##### 3.1.1 Réévaluation des immobilisations corporelles et financières

Sans objet

##### 3.1.2 Actifs inaliénables et donations temporaires usufruit

Sans objet

##### 3.1.3 Immobilisations incorporelles et corporelles

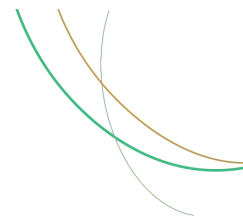
Libellé	Valeur brute 31/12/2023	Acquisitions	Sorties	Transferts	Valeur brute 31/12/2024
Frais d'établissement	97 554,10 €	- €	- €	- €	97 554,10 €
Frais d'études	36 788,52 €	635 110,48 €	- €	- €	671 899,00 €
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	276 150,01 €	39 066,00 €	- 19 903,50 €	- €	295 312,51 €
Autres immos incorporelles	93 502,65 €	14 353,50 €	- 2 317,50 €	- €	105 538,65 €
Terrains	3 640 717,81 €	- €	- €	- €	3 640 717,81 €
Agencements	750 268,51 €	58 053,87 €	- 37 358,09 €	- €	770 964,29 €
Constructions	35 913 906,14 €	5 104 495,84 €	-	- €	41 018 401,98 €
Constructions sur sol d'autrui	14 986 292,41 €	2 310,00 €	- 17 678,70 €	- €	14 970 923,71 €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 292 873,66 €	223 375,38 €	- 331 403,12 €	- €	7 184 845,92 €
Matériel taxe d'apprentissage	1 749 776,02 €	- €	- €	- €	1 749 776,02 €
Autres immobilisations corporelles (aménagements, matériel, mobilier)	10 897 442,33 €	851 275,00 €	- 685 695,16 €	- €	11 063 022,17 €
Immobilisations en cours	5 225 343,01 €	2 257 060,91 €	- 4 770 633,18 €	- €	2 711 770,74 €
<b>TOTAL</b>	<b>80 960 615,17 €</b>	<b>9 185 100,98 €</b>	<b>- 5 864 989,25 €</b>	<b>- €</b>	<b>84 280 726,90 €</b>

##### 3.1.4 Amortissements et dépréciations des immobilisations

La méthode d'amortissement appliquée est l'amortissement linéaire.

La dotation aux amortissements des immobilisations pour l'exercice 2024 s'élève à 3 088 K€.

##### 3.1.5 Stocks : méthode d'évaluation et dépréciation



Valorisation des matières premières (fruits, sucre...), des matières sèches (emballages, contenants...), des produits finis (vins, confitures...) et des produits de négoce :

Ces produits sont évalués au coût d'achat.

Valorisation de la confiture produite :

Le stock de confiture produite est valorisé au coût de revient complet.

Le coût de revient est constitué par l'addition des coûts d'achat des matières sèches (pot + étiquette + capsule), à laquelle sont ajoutés ceux des matières premières spécifiques dans leur nature et leur quantité à chaque recette.

Ce coût de revient est complété par le coût de la main d'œuvre, spécifique également à chaque recette, et d'une quote-part de charges fixes.

Valorisation du vin :

Parmi les différentes approches existantes, celle du coût de production est utilisée pour la valorisation du stock dans l'actif circulant.

Le coût de production tient compte des charges engagées qui rentrent dans le processus de production, à l'exclusion de tout autre type de charges (frais commerciaux, frais financiers, frais généraux...).

Le calcul du coût de production consiste à ventiler :

- Les charges spécifiques au travail de la vigne, à la vinification (chai), à la mise en bouteille et à la commercialisation. Parmi ces charges, sont distinguées les directes (qui peuvent être affectées à un vin et à un millésime) et les charges communes.
- Les frais généraux et les charges non spécifiques, selon des clés de répartition déterminées.

Cette approche permet de distinguer le coût de revient d'une récolte (dépendant étroitement des charges de l'exercice ainsi que des conditions du millésime). Les niveaux de récoltes ont par conséquent un impact direct sur les coûts de production unitaires.

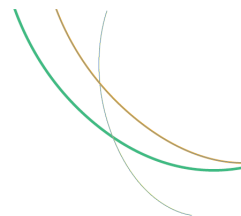
Dépréciation du vin :

De manière générale, un vin en stock est déprécié quand il est acté à la clôture qu'il ne pourra être vendu à un prix supérieur ou au moins égal à son coût de production.

Cette situation correspond en particulier aux millésimes concernés par la sous-activité (faibles récoltes) en raison d'aléas climatiques, ou des vins ayant perdu en qualité et ne pouvant plus être écoulés au prix de vente initialement fixé.

La provision pour dépréciation correspond au différentiel entre le prix de vente escompté et le coût de production.

## **3.2 Bilan passif**



### 3.2.1. Evolution des fonds propres

Selon l'article 131-1 du règlement ANC 2019-04, l'association distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables à des autorités de tarification par ses établissements selon les dispositions de l'article L.313-19 du code de l'action sociale et des familles et dont l'affectation est soit décidée par une autorité de tarification selon les dispositions de l'article R.314-51 du même code, soit réalisée conformément aux dispositions de l'article R.314-234 du même code. Ces fonds propres constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée.

Les fonds propres ont diminué de 1 368 K€ entre le 31/12/2023 et le 31/12/2024. Cette variation s'explique de la façon suivante :

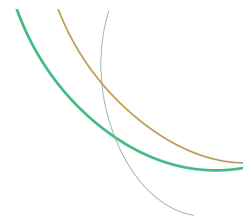
#### 1) Les flux de l'exercice : -1 095 K€

- Subventions d'investissements :
  - Reprises de subventions antérieures : -1 871 K€
  - Nouvelles subventions : 764 K€
    - pour des travaux sur le CEF du Vigeant : 14 K€,
    - pour des acquisitions immobilières du PEAD 87 : 748 k€
- Reprises de provisions réglementées (sur cessions d'actifs) : 11 K€ nets (27 K€ de dotations et 15 K€ de reprises)

#### 2) Le résultat comptable de l'exercice 2024 : - 272 680,13 €

	Ouverture	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution	Clôture
Fonds propres statutaires sans droit de reprise	759 405				759 405
Fonds propres complémentaires sans droit de reprise	1 282 162				1 282 162
Fonds propres avec droit de reprise	-				0
Réserves statutaires ou contractuelles	-				0
Réserves pour projet de l'entité	17 962 088	280 904			18 242 992
«dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	12 613 890	- 13 175			12 600 715
Report à nouveau	- 9 269 371	-2 667 141			-11 936 511
«dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	- 3 922 876	-2 133 779			- 6 056 656
Excédent ou déficit de l'exercice	- 2 386 236	2 386 236		272 680	-272 680
«dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	- 2 051 894	2 051 894		308 791	- 308 791
<b>Situation nette</b>	<b>8 348 048</b>	<b>- 0</b>	<b>-</b>	<b>272 680</b>	<b>8 075 368</b>
Fonds propres consommables	-				0
Subventions d'investissement	9 217 950		764 288	1 870 640	8 111 598
Provisions réglementées	4 817 018		26 659	15 404	4 828 273
<b>TOTAL Fonds propres</b>	<b>22 383 016</b>		<b>790 947</b>	<b>2 158 724</b>	<b>21 015 239</b>
<b>Variation des fonds propres</b>					<b>- 1 367 777</b>
<b>Flux de l'exercice</b>					<b>- 1 095 097</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>					<b>- 272 680</b>





Dans les fonds propres, les résultats 2024 suivants (hors CPOM) sont susceptibles d'être repris :

Excédents : 5 653 022,76 €

Déficits : -3 044 945,31 €

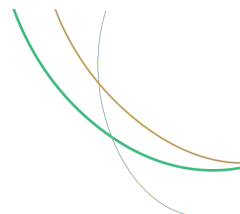
### 3.2.2. Report à nouveau

Il se décompose ainsi :

- Report à nouveau gestion contrôlée : - 6 276 629 €
- Report à nouveau gestion non contrôlée : - 5 951 327 €

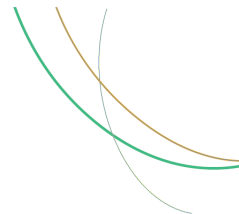
Pour un total de -12 227 956 € en fin d'exercice.

Conformément aux réglementations ANC 2018-06 et 2019-04, cette rubrique comprend les résultats comptables des années précédentes en instance de contrôle et de reprise par les autorités de tarification, ainsi que les provisions refusées, en attente de réalisation de la dépense (provisions pour congés payés, pour indemnités de retraite et pour litiges).



### 3.2.3. Fonds dédiés

Libellé fonds	Montant au 31/12/2023	Montant utilisé en 2024	Dont remboursements	Dotations de 2024	Montant au 31/12/2024	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>	<b>109 850 €</b>	<b>27 481 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>82 370 €</b>	
Fondation Orange - Chalet La Forge IME Saute Mouton	9 789 €	7 563 €	0 €	0 €	2 226 €	
Fondation Konica - Chalet St Lary IME Saute Mouton	13 210 €	1 900 €	0 €	0 €	11 310 €	
Association - Kiosque IMP St Joseph	1 717 €	843 €	0 €	0 €	874 €	
Safran & SCI Eric - cuisine COJ	11 954 €	3 946 €	0 €	0 €	8 008 €	
Fondation Vinci - Chalet des familles Centre scolaire	12 000 €	0 €	0 €	0 €	12 000 €	
Fondation de France - Chlet des familles Centre Scolaire	30 000 €	0 €	0 €	0 €	30 000 €	
Fondation Décathlon - Projet Terre & Mer MNA 64	14 344 €	13 229 €	0 €	0 €	1 115 €	
Entraide Pierre Valdo - projet SHARE MNA 19	11 836 €	0 €	0 €	0 €	11 836 €	
Fondation SFR - Mécénat ARIA	5 000 €	0 €	0 €	0 €	5 000 €	
<b>Contributions accordées par les autorités de tarification dédiées à l'exploitation</b>	<b>111 715 €</b>	<b>9 102 €</b>	<b>0 €</b>	<b>308 556 €</b>	<b>411 168 €</b>	
ARS - Formation guidance parentale IME Saute Mouton	29 571 €	0 €	0 €	0 €	29 571 €	
ARS - Formation Sessad Saute Mouton	64 521 €	0 €	0 €	0 €	64 521 €	
CD 33 - Séjours extérieurs Feu Vert	3 000 €	0 €	0 €	0 €	3 000 €	3 000 €
CD 33 - Evaluation interne Feu Vert	1 428 €	200 €	0 €	0 €	1 228 €	
CD 33 - Dotation complémentaire petit matériel Feu Vert	13 €	0 €	0 €	0 €	13 €	13 €
DJEC Evaluation externe 2025	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
DJEC Action collective 2025	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
CD 33 - Passeurs d'images MNA CJPJM	1 500 €	0 €	0 €	0 €	1 500 €	
ARS - PEC situations critiques IMP St Joseph	4 502 €	4 502 €	0 €	0 €	0 €	
CD 33 - MNA 33 Sud Gironde	2 680 €	0 €	0 €	0 €	2 680 €	
IM DB - Projet Culture santé Médico social 2024	2 000 €	1 900 €	0 €	0 €	100 €	
IME SM achat matériel ARS	0 €	0 €	0 €	2 988 €	2 988 €	
IMP St JO Matériel ARS	0 €	0 €	0 €	3 000 €	3 000 €	
ESAT St JO - Formation ARS	0 €	0 €	0 €	2 000 €	2 000 €	
ESAT St JO - achat matériel ARS	0 €	0 €	0 €	3 000 €	3 000 €	
IME DB Formation ARS	0 €	0 €	0 €	2 000 €	2 000 €	
SESSAD SM Formation ARS	0 €	0 €	0 €	2 000 €	2 000 €	
FEU VERT Formation diagnostic territoire	0 €	0 €	0 €	3 500 €	3 500 €	
IMP St JO CNR 2024 non utilisés ARS	0 €	0 €	0 €	48 033 €	48 033 €	
IME DON BOSCO CNR 2024 non utilisés ARS	0 €	0 €	0 €	33 156 €	33 156 €	
IME SAUTE MOUTON CNR 2024 non utilisés ARS	0 €	0 €	0 €	208 879 €	208 879 €	
IME SM - Projet Culture santé médico social 2024	2 500 €	2 500 €	0 €	0 €	0 €	2 023 €
<b>Contributions accordées par les autorités de tarification dédiées à l'investissement</b>	<b>2 366 374 €</b>	<b>159 715 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 000 €</b>	<b>2 207 659 €</b>	
ARS - CNR /travaux IME Saute Mouton	180 739 €	14 126 €	0 €	0 €	166 613 €	
ARS - CNR /travaux IME Don Bosco	69 939 €	0 €	0 €	0 €	69 939 €	69 939 €
ARS - CNR /restructuration et extension IME Don Bosco phase 2	1 000 000 €	0 €	0 €	0 €	1 000 000 €	1 000 000 €
ARS - CNR /restructuration et extension IME Don Bosco phase 1	20 000 €	20 000 €	0 €	0 €	0 €	
ARS - Nouvelle école	14 879 €	3 720 €	0 €	0 €	11 159 €	
CD 33 - Nouvelle école	19 830 €	4 958 €	0 €	0 €	14 873 €	
Mobilier locaux à venir - CD33 - FEU VERT	3 500 €	0 €	0 €	0 €	3 500 €	
PJJ - travaux immo CER	19 186 €	3 333 €	0 €	0 €	15 853 €	
ARS - Renouvellement des immo IMP St Joseph	1 038 301 €	113 578 €	0 €	0 €	924 723 €	
Ordinateur et téléphone apprenti	0 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €	
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>11 268 €</b>	<b>1 143 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>10 125 €</b>	
Crowdfunding - Aire de jeux Centre scolaire	6 192 €	0 €	0 €	0 €	6 192 €	
Don Mr/Me Horrut - Climatisation COJ Ad'Appro	5 076 €	1 143 €	0 €	0 €	3 933 €	
<b>TOTAL</b>	<b>2 599 207 €</b>	<b>197 440 €</b>	<b>0 €</b>	<b>309 556 €</b>	<b>2 711 322 €</b>	<b>1 074 975 €</b>



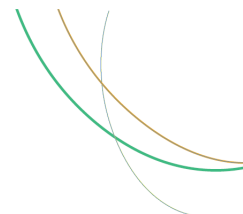
### 3.2.4 Subventions d'investissements

Etablissement	Années de réception	Origine	Nature	Montant de la subvention reçue	Montant de quote-part annuelle virée au résultat 2024	Montant total des reprises au 31/12/2024	MONTANT DE SUBVENTION NETTE au 31/12/2024
IME Don Bosco	2022	ARS	Travaux de réhabilitation phase 1 : restauration	379 183 €	11 317 €	11 317 €	367 866 €
Centre scolaire	2004-2007	CD 33	Construction nouveau Centre scolaire	2 523 534 €	52 975 €	1 464 175 €	1 059 359 €
Centre scolaire	antérieur à 2002	CD 33	Financement pavillon Montesquieu	53 357 €	1 779 €	48 021 €	5 336 €
CRFP	2007-2013	CD 33	Restructuration CRFP	7 306 823 €	239 210 €	3 271 713 €	4 035 111 €
MNA33	2007-2013	CD 33	Etchebarne transféré 1/1/24 du CRFP	1 043 527 €	79 727 €	79 727 €	963 799 €
Feu vert	2018, 2020	CD 33	Acquisitions ordinateurs	3 452 €	1 151 €	2 364 €	1 088 €
Feu vert	2023	CD 33	Remplacement climatisation	9 879 €	988 €	988 €	8 891 €
CER	2021	PJJ	Travaux bâtiment principal	- €	- €	- €	- €
CER	2023	PJJ	Travaux bâtiment principal	- €	- €	- €	- €
CEF Le Vigeant	antérieur à 2022	FNADT	FEDER/DDR/ Bâtiment	876 982 €	14 615 €	876 981 €	0 €
CEF Le Vigeant	2024	PJJ	Achat tracteur tondeuse	8 990 €	964 €	964 €	8 026 €
CEF Le Vigeant	2024	PJJ	Cloture	2 660 €	322 €	322 €	2 338 €
CEF Le Vigeant	2024	PJJ	achat 10 matelas mousse	2 261 €	333 €	333 €	1 928 €
PEAD87	2024	DEPT 87	BELLAC 12/3/24 30 ans	104 186 €	2 788 €	2 788 €	101 398 €
PEAD87	2024	DEPT 87	St VICTURNIEN 8/3/24 30 ans	216 000 €	5 860 €	5 860 €	210 140 €
PEAD87	2024	DEPT 87	ST JUNIEN La Fabrique 21/9/24 30 ans	427 400 €	7 519 €	7 519 €	419 881 €
IME Saute-Mouton	2004-2009	ARS	Travaux bâtiment Crs du Gal de Gaulle Gradignan	1 083 503 €	38 518 €	558 363 €	525 140 €
IME Saute-Mouton	2010	CNSA	Travaux bâtiment Crs du Gal de Gaulle Gradignan	703 839 €	25 021 €	362 710 €	341 129 €
Centre parental	2013-2014	CD 33	Travaux appartements	200 000 €	11 553 €	139 833 €	60 167 €
<b>Total</b>				<b>14 945 576 €</b>	<b>494 640 €</b>	<b>6 833 979 €</b>	<b>8 111 598 €</b>

### 3.2.5 Provisions pour risques et charges

Le montant des provisions pour risques et charges en fin d'exercice est de 2 011 884 €

- Dont provisions pour litiges : 1 342 684 €
- Dont provisions pour indemnités de fin de carrière : 669 200 €

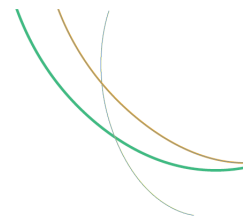


### 3.2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Etablissements	Prêteur	Capital restant dû au 31/12/2024	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
IME DON BOSCO	CE	1 126 666,63 €	80 000,00 €	400 000,00 €	646 666,63 €
SIEGE	CE	1 342 000,00 €	0,00 €	1 342 000,00 €	0,00 €
CENTRE SCOLAIRE	SG	299 821,24 €	52 142,88 €	247 678,36 €	0,00 €
CENTRE SCOLAIRE	SG	52 555,38 €	28 666,68 €	23 888,70 €	0,00 €
CENTRE SCOLAIRE	SG	124 615,32 €	20 769,24 €	103 846,08 €	0,00 €
CRFP	BNP PARIBAS	6 035,86 €	6 035,86 €	0,00 €	0,00 €
CRFP 60 % (40 % auberge)	CE	761 250,00 €	45 000,00 €	180 000,00 €	536 250,00 €
CEF DON BOSCO	CE	64 620,14 €	15 049,70 €	46 924,67 €	2 645,77 €
CEF DON BOSCO	CE	23 570,67 €	20 088,01 €	3 482,66 €	0,00 €
Auberge PEAD 40 % (60% CRFP)	CE	507 500,00 €	30 000,00 €	120 000,00 €	357 500,00 €
Mecs St André	CE	983 287,45 €	52 442,04 €	209 768,16 €	721 077,25 €
Mecs St André	CE	583 999,93 €	32 000,04 €	128 000,16 €	423 999,73 €
Mecs St André	CE	189 691,73 €	10 299,96 €	41 199,84 €	138 191,93 €
Mecs Medoc Acc diversifié lot 2	CEAPC	525 235,07 €	28 779,96 €	143 899,80 €	352 555,31 €
Mecs Medoc Acc diversifié lot 2	CEAPC	724 508,29 €	38 300,04 €	191 500,20 €	494 708,05 €
Mecs Langon	CE	476 947,82 €	27 125,04 €	108 500,16 €	341 322,62 €
Mecs Langon	CE	410 501,88 €	42 220,80 €	202 659,84 €	165 621,24 €
Mecs Langon	CE	497 933,40 €	27 159,96 €	108 639,84 €	362 133,60 €
Mecs Langon	CE	676 668,04 €	35 771,04 €	143 084,16 €	497 812,84 €
Mecs Langon	CE	502 549,96 €	26 450,04 €	105 800,16 €	370 299,76 €
VX BOUCAU	CE	122 723,52 €	14 378,38 €	79 960,88 €	28 384,26 €
CER DON BOSCO	BNP PARIBAS	238 361,43 €	39 182,64 €	195 913,20 €	3 265,59 €
IMP ST JOSEPH	C.C.C.COOP	718 750,00 €	75 000,00 €	300 000,00 €	343 750,00 €
IMP ST JOSEPH	C.C.C.COOP	479 166,37 €	49 999,92 €	199 999,68 €	229 166,77 €
ESAT VIMONT	BANQUE POPULAIRE	728 489,93 €	117 235,27 €	508 440,45 €	102 814,21 €
IME SAUTE MOUTON	CIC	802 168,90 €	74 046,36 €	296 185,44 €	431 937,10 €
FOYER OCCUPAT	CDC	840 543,83 €	152 826,12 €	687 717,71 €	0,00 €
FOYER OCCUPAT 80 % (SAME20 %)	CREDIT AGRICOLE	58 332,65 €	20 000,04 €	38 332,61 €	0,00 €
SAME20 % (FOYER OCCUPAT 80 %)	CREDIT AGRICOLE	105 673,07 €	54 771,68 €	50 901,39 €	0,00 €
SAME	CDC	218 132,73 €	39 660,44 €	178 472,29 €	0,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>14 192 301,24 €</b>	<b>1 255 402,14 €</b>	<b>6 386 796,44 €</b>	<b>6 550 102,66 €</b>

### 3.2.7 Autres dettes

L'exigibilité de toutes les dettes autres que financières est inférieure à un an.



## **4. COMPTE DE RESULTAT**

### **4.1. Information sur les concours publics et les subventions d'exploitation**

Les concours publics et subventions d'exploitation se composent ainsi :

- Les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales comprennent les dotations et prix de journée : 86 445 166 €
  - ARS : 15 791 482 €
  - Protection Judiciaire de la Jeunesse : 8 928 499 €
  - Département Gironde : 48 515 538 €
  - Autres départements : 13 209 647 €
- Les subventions d'exploitation et participations : 2 194 686 €

### **4.2 Tableau de passage du résultat comptable au résultat présenté aux financeurs**

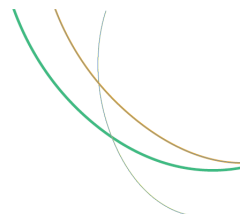
Le résultat de l'exercice 2024 de l'association regroupe :

- Le résultat des établissements en gestion propre, qui est conservé par l'association ;
- Le résultat de la gestion contrôlée sous habilitation dans le cadre d'un CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens), globalement conservé par l'association après retraitement des provisions ;
- Le résultat de la gestion contrôlée sous habilitation hors CPOM établi avant reprise de résultat de l'année N-2.

Le tableau suivant traduit, pour les établissements en gestion habilitée c'est-à-dire sous gestion contrôlée, le passage du résultat comptable des établissements aux résultats présentés aux financeurs.

Seuls les résultats comptables sont présentés pour les établissements en gestion propre.

Etablissement	Résultats comptables 2024	Reprise du résultat antérieur	Résultat Economique 2024	Reprises de provisions non présentées aux financeurs	Provisions congés payés	Résultats présentés aux financeurs 2024
SESSAD Saute Mouton	237 887,44 €	0,00 €	237 887,44 €	0,00 €	-6 292,21 €	231 595,23 €
IME Saute Mouton	-160 973,72 €	0,00 €	-160 973,72 €	0,00 €	43 926,87 €	-117 046,85 €
IME Don Bosco	-130 554,72 €	0,00 €	-130 554,72 €	0,00 €	30 435,47 €	-100 119,25 €
SESSAD Don Bosco	139 116,93 €	0,00 €	139 116,93 €	0,00 €	-3 004,49 €	136 112,44 €
IMP St Joseph	182 308,82 €	0,00 €	182 308,82 €	0,00 €	10 988,78 €	193 297,60 €
SESSAD St Joseph	26 107,97 €	0,00 €	26 107,97 €	0,00 €	2 642,71 €	28 750,68 €
SAMSAH	24 117,88 €	0,00 €	24 117,88 €	2 258,53 €	14 577,83 €	36 437,18 €
ESAT St Joseph (social)	-53 673,39 €	0,00 €	-53 673,39 €	0,00 €	-7 943,19 €	-61 616,58 €
ESAT M de Vimont (social)	84 445,79 €	0,00 €	84 445,79 €	0,00 €	-65 205,05 €	19 240,74 €
Foyer occupationnel (La miséricorde)	-36 495,13 €	0,00 €	-36 495,13 €	0,00 €	14 913,84 €	-21 581,29 €
SAVS	-35 919,57 €	0,00 €	-35 919,57 €	0,00 €	38 903,17 €	2 983,60 €
COJ Ad'Appro	-13 789,56 €	0,00 €	-13 789,56 €	14 269,69 €	-16 512,56 €	-44 571,81 €
MECS D. Savio (centre scolaire)	-192 128,61 €	-37 704,66 €	-229 833,27 €	52 975,10 €	9 713,05 €	-273 095,32 €
PEAD 33	-128 220,83 €	-22 083,22 €	-150 304,05 €	0,00 €	7 129,38 €	-143 174,67 €
CRFP	-39 587,76 €	-200 584,86 €	-240 172,62 €	9 119,43 €	12 235,59 €	-237 056,46 €
CRFP MNA	32 805,54 €	0,00 €	32 805,54 €	21 410,93 €	-11 394,61 €	0,00 €
Foyer Don Bosco	73 503,82 €	-95 113,36 €	-21 609,54 €	0,00 €	-15 134,69 €	-36 744,23 €
Ecole élémentaire spécialisée	-34 337,38 €	0,00 €	-34 337,38 €	0,00 €	-1 663,57 €	-36 000,95 €
Siège	-96 317,87 €	-24 277,26 €	-120 595,13 €	147 421,28 €	-86 067,81 €	-354 084,22 €
MNA 33 Plateforme Bordeaux Métropole	571 252,62 €	749 548,48 €	1 320 801,10 €	0,00 €	14 901,05 €	1 335 702,15 €
MNA 33 Plateforme Hauts de Garonne	-702 100,29 €	1 017 780,69 €	315 680,40 €	1 505,41 €	23 166,00 €	337 340,99 €
MNA 33 Plateforme Libournais	-566 410,04 €	852 096,16 €	285 686,12 €	0,00 €	-13 553,98 €	272 132,14 €
MNA 33 Médoc	760 112,74 €	113 563,14 €	873 675,88 €	0,00 €	28 498,99 €	902 174,87 €
MNA 33 Bassin	-120 489,71 €	360 115,33 €	239 625,62 €	0,00 €	-3 865,06 €	235 760,56 €
MNA 33 Sud Gironde	295 236,27 €	-78 648,58 €	216 587,69 €	0,00 €	11 990,09 €	228 577,78 €
Centre Parental (La Miséricorde)	-56 705,85 €	115 758,87 €	59 053,02 €	230,11 €	19 187,54 €	78 010,45 €
MECS St André de Cubzac	-678 516,63 €	-53 259,95 €	-731 776,58 €	0,00 €	-5 992,07 €	-737 768,65 €
MECS Médoc	-242 412,70 €	0,00 €	-242 412,70 €	0,00 €	-3 399,86 €	-245 812,56 €
MECS Langon	-360 135,18 €	0,00 €	-360 135,18 €	6 990,02 €	-14 941,55 €	-382 066,75 €
CAF	-121 058,39 €	312 493,69 €	191 435,30 €	7 810,08 €	-35 174,13 €	148 451,09 €
MECS 64	-134 578,96 €	0,00 €	-134 578,96 €	0,00 €	21 477,24 €	-113 101,72 €
PEAD 87	674 249,53 €	0,00 €	674 249,53 €	0,00 €	81 204,07 €	755 453,60 €
MECS 87	14 965,52 €	0,00 €	14 965,52 €	0,00 €	1 513,35 €	16 478,87 €
Prévention spécialisée Feu Vert	-30 883,83 €	23 527,00 €	-7 356,83 €	0,00 €	14 709,77 €	7 352,94 €
CER St Germain d'Esteuil	14 179,30 €	0,00 €	14 179,30 €	0,00 €	-3 273,56 €	10 905,74 €
CEF Moissannes	343 848,36 €	-327 115,78 €	16 732,58 €	0,00 €	-21 685,90 €	-4 953,32 €
CEF Don Bosco	381 671,51 €	-43 289,15 €	338 382,36 €	0,00 €	-24 880,67 €	313 501,69 €
CEF Le Vigeant	-360 333,16 €	0,00 €	-360 333,16 €	9 773,03 €	912,00 €	-369 194,19 €
Dispositif de placement pénal pour mineurs	84 853,35 €	10 000,00 €	94 853,35 €	0,00 €	11 200,42 €	106 053,77 €
MNA87 Plateforme	-13 206,10 €	20 000,00 €	6 793,90 €	0,00 €	14 363,10 €	21 157,00 €
MNA87 Marché à bon de commande	238 655,87 €	0,00 €	238 655,87 €	0,00 €	-1 329,04 €	237 326,83 €
MNA 87 Passerelle	3 767,63 €	10 000,00 €	13 767,63 €	0,00 €	2 550,98 €	16 318,61 €
MNA 19 Corrèze	254 460,43 €	49 982,05 €	304 442,48 €	0,00 €	7 356,11 €	311 798,59 €
MNA 64 Pyrenees Atlantiques	-169 930,52 €	0,00 €	-169 930,52 €	0,00 €	22 479,13 €	-147 451,39 €
MNA 17 Charente-Maritime	-99 845,32 €	-24 670,02 €	-124 515,34 €	0,00 €	11 586,78 €	-112 928,56 €
IREP	28 197,52 €					
ESAT St Joseph - Budget Commercial	-242 001,83 €					
ESAT M de Vimont - Budget Commercial	62 377,64 €					
VICT' AID	-68 025,21 €					
ARIA	59 058,78 €					
AUTRES ACTIVITES IDB (Activités associatives)	34 890,10 €					
IME activités annexes	-5 576,09 €					
La Miséricorde activités annexes (œuvre et)	-543,14 €					
<b>Total 2024</b>	<b>-272 680,13 €</b>	<b>2 728 118,57 €</b>	<b>2 587 060,67 €</b>	<b>273 763,61 €</b>	<b>131 249,31 €</b>	<b>2 444 546,37 €</b>



### **4.3 Legs, donations et assurances-vie**

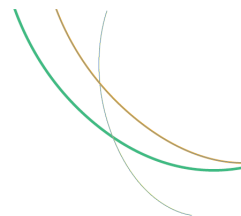
Néant

### **4.4 Opérations exceptionnelles**

Les produits exceptionnels de 697 K€, se composent de :

- Produits de cession d'éléments d'actifs : 187 K€
- Reprises de quote-part de subventions virées au résultat de l'exercice : 495 K€
- Produits sur exercices antérieurs : 17 K€

Les charges exceptionnelles de 94 K€, se composent essentiellement de la valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés, pour 83 K€.



## 5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 5.1 Contributions volontaires en nature

Néant

### 5.2 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Néant

### 5.3 Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus haut cadres dirigeants, bénévoles et salariés (au sens de la loi 2006-586 sur le volontariat associatif) est égal à zéro.

Le montant des abandons de frais par les membres de l'association s'élève à 6 124,55 € en 2024.

### 5.4 Effectifs moyens par catégorie

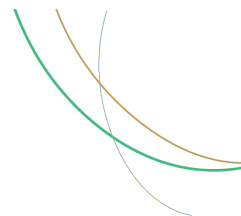
Année 2024				
Fonction	non Cadres	Cadres	Total	E.T.P*.
Direction - Encadrement	-	102,08	<b>102,08</b>	100,69
Administration	85,67	21,50	<b>107,17</b>	101,85
Educatif-Pédagogique	704,17	2,42	<b>706,59</b>	671,15
Psycho-Paramédical	37,42	63,33	<b>100,75</b>	70,64
Services Généraux	205,66	-	<b>205,66</b>	192,85
Professeurs des écoles	6,25	12,25	<b>18,50</b>	16,05
Psychiatres	-	6,92	<b>6,92</b>	2,49
<b>TOTAL</b>	<b>1 039,17</b>	<b>208,50</b>	<b>1 247,67</b>	<b>1 155,72</b>

### 5.5 Engagements financiers donnés ou reçus

Engagements locatifs :

Bailleur	Objet	Début du bail	Durée	Fin du bail
	I.M.E.			
	Hôtel de Monjous			





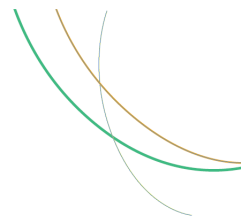
<b>Fondation La Navarre</b> <i>(renouvellement par tacite reconduction pour une durée de 3 ans)</i>	C.R.F.P.	⇒ 01.01.98	9 ans	31.12.2006
	Foyer de Jeunes			
	Siège Social			
	Ecole Élémentaire	01.01.2005	18 ans	31.12.2022
	Bail à Construction du Centre Scolaire	01.01.2005	25 ans	31.12.2029
<b>Association G. Monjous</b> <i>(renouvellement par tacite reconduction pour une durée de 3 ans)</i>	Auberge	01.01.2009	9 ans	31.12.2017

#### Engagements donnés :

- Hypothèque immobilière conventionnelle consentie au profit de la SBCIC pour l'emprunt de l'IME Saute-Mouton, d'un montant à l'origine de 1 851K€, et dont le capital restant dû (CRD) au 31/12/2024 est de : 802 K€.
- Hypothèque immobilière de second rang consentie au profit de la BPACA pour l'emprunt de l'Esat M de Vimont, d'un montant à l'origine de 2 305K€, et dont le capital restant dû au 31/12/2024 est de : 728 K€.
- Hypothèque conventionnelle sur emprunt présentant un capital restant dû au 31/12/2024 est de : 58 K€ (Crédit Agricole) La Miséricorde
- Hypothèque conventionnelle sur emprunt présentant un capital restant dû au 31/12/2024 est de : 106 K€ (Crédit Agricole) La Miséricorde

#### Engagements reçus :

- Caution de Sogama de 215K€ au profit de la Société Générale en garantie (50%) de l'emprunt du Centre Scolaire pour l'acquisition du pavillon de Villenave d'Ornon (capital restant dû au 31/12/2024 est de: 53 K€)
- Caution de Sogama de 375K€ au profit de la BNP en garantie (50%) de l'emprunt du CER Don Bosco pour l'acquisition du pavillon de Saint Germain d'Esteuil. (capital restant dû au 31/12/2024 est de : 238 K€)



- Caution de la C.E.G.C. au profit du Crédit Coopératif en garantie (50%) des deux emprunts pour le financement du nouveau bâtiment de l'IMP Saint Joseph. (capital restant dû au 31/12/2024 est de: 1 198 K€)
- Garantie apportée par HCNR pour 295 000,00 € sur un emprunt présentant un capital restant dû au 31/12/2024 de : 123 K€ (CE) Vieux Boucau
- Caution apportée par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions, à hauteur de 750 000€, sur un emprunt présentant un capital restant dû au 31/12/2024 de : 1 268K€ (CE) Auberge PEAD et CRFP.

## 5.6 Engagements retraite

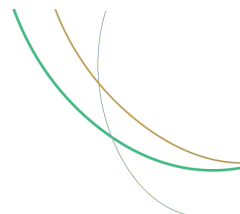
L'Association applique la Convention Collective du 15 mars 1966.

Celle-ci prévoit dans son article 18 le versement d'une indemnité de départ à la retraite dans les conditions suivantes :

Ancienneté	Montant de l'indemnité en nombre de mois de salaire
10 ans	1 mois
15 ans	3 mois
25 ans	6 mois

En tenant compte de l'âge légal de départ à la retraite et d'un taux de charges patronales moyen de 55%, la provision est constituée selon les modalités de calcul suivantes :

Année de départ à la retraite	% de dotation de l'indemnité de départ à la retraite
N + 1	100%
N + 2	2/3
N + 3	1/3



Le montant comptabilisé pour les droits qui sont acquis par les salariés pour indemnités de fin de carrière, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à 669 K€.

### **5.7 Honoraires des Commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'année 2024 s'élève à 51 912 € TTC.